

## **Centre de détention de BAPAUME**

**Chemin des Anzacs – 62450 BAPAUME**



**Mise en accessibilité aux personnes handicapées**

### **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES C.C.T.P – PRO DCE LOT 00 : PRESCRIPTIONS GENERALES TCE**

Maitrise d'œuvre Bureau d'études



12 Z.A. Les Alouettes  
62223 SAINT-NICOLAS lez ARRAS  
Tél. : 03.21.55.24.74  
[contact@scme.fr](mailto:contact@scme.fr)

**- SOMMAIRE -**

1.	PRESRIPTIONS GENERALES .....	3
1.1.	Objet des travaux .....	3
1.2.	L'établissement : .....	3
1.3.	Description sommaire des travaux .....	5
1.4.	Classement de l'établissement .....	7
1.5.	Normes et règlements.....	7
1.6.	Responsabilités des entreprises .....	8
1.7.	Dossier technique : .....	9
1.8.	Visite du site : .....	10
1.9.	Coordination avec les autres lots : .....	10
1.10.	Limite des prestations : .....	10
1.11.	Documentation : .....	11
1.12.	Calendrier d'exécution : .....	11
1.13.	Respect des ouvrages : .....	12
1.14.	Continuité de service : .....	12
1.15.	Diagnostic Amiante.....	12
1.16.	Installation de chantier .....	12
1.17.	Dynamique environnementale : .....	13
1.18.	Déchets : .....	14
1.19.	Dossier des Ouvrages Exécutés : .....	15

## **1. PRESCRIPTIONS GENERALES**

### **1.1. Objet des travaux**

Le présent descriptif a pour objet la définition des travaux et fournitures nécessaires dans le cadre des travaux de mise en accessibilité du Centre de Détention de Bapaume, Chemin des Anzacs – 62450 BAPAUME.

Les Prescriptions Communes TCE s'appliquent à l'ensemble des entreprises de la présente consultation.

### **1.2. L'établissement :**

Centre de détention, Chemin des Anzacs 62450 Bapaume

- Date de mise en service : 1990
- Capacité opérationnelle au 1er janvier 2024 :
  - o Quartiers de détention Femmes : capacité opérationnelle de 71 places,
  - o Quartiers de détention Hommes : capacité opérationnelle de 500 places.

Il est composé :

- d'un bâtiment accueil familles,
- d'un bâtiment PEP,
- d'un bâtiment parloir,
- d'un bâtiment socio-éducatif,
- d'un bâtiment service général,
- de quatre bâtiments de détention répartis entre :
  - o un quartier "Centre de détention Hommes" constitué de 3 bâtiments pour une capacité de 500 places.
  - o d'un quartier "Centre de détention Femmes" composé d'un bâtiment pour une capacité de 100 places.
- d'un gymnase,
- d'un bâtiment MESS,
- de logements de fonction.

#### **Bâtiments :**

Les bâtiments sont composés ainsi :

#### **Bâtiment accueil familles :**

- Rez-de-chaussée comprenant :
  - o Des bureaux,
  - o Une salle d'attente, des sanitaires
  - o Des locaux techniques.

#### **Bâtiment PEP :**

- Rez-de-chaussée comprenant :
  - o SAS de contrôle des entrées,
  - o Un bureau PC sécurité.

Bâtiment parloir:

- Rez-de-Chaussée comprenant :
  - o Des parloirs Femmes et Hommes,
  - o Box avocats,
  - o Salons familiaux,
  - o Unités de vie,
  - o Bureaux administratifs
- Premier étage comprenant :
  - o Bureaux de l'administration.

Bâtiment socio-éducatif :

- Rez-de-Chaussée comprenant :
  - o La zone infirmerie,
  - o Des locaux techniques,
  - o Une salle polyvalente.
- Premier étage comprenant :
  - o Des salles de classes / formation, salle informatique
  - o Une bibliothèque.

Bâtiment salle de sport « Euronef » :

- Rez-de-Chaussée comprenant :
  - o Salle de sport,
  - o Un bureau,
  - o Des vestiaires, et sanitaires
  - o Des locaux techniques.

Bâtiment service général :

- Rez-de-Chaussée comprenant :
  - o Des bureaux Greffe,
  - o Salle de formation,
  - o Des ateliers,
  - o Des locaux techniques (cuisine, buanderie, maintenance, stockages...),
  - o Deux logements familles UVF,
  - o Une chaufferie.
- Premier étage comprenant :
  - o Des salles de classes / formation,
  - o Une bibliothèque,
  - o Deux logements familles UVF,
  - o Ateliers (couture, raccommodage),
  - o Locaux techniques.

Bâtiment activités A/C :

- Rez-de-Chaussée comprenant :
  - o Des salles d'activités.

Bâtiment Quartier Femmes :

- Rez de Chaussée comprenant :
  - o Des cellules, une nurserie
  - o Un PC sécurité,
  - o Des locaux techniques.
- Premier étage comprenant :
  - o Des cellules,
  - o Des locaux techniques,
  - o Des salles d'activités,
  - o Une bibliothèque,
  - o Une salle de musculation,
  - o Un bureau.

Bâtiments Quartiers hommes :

- Rez de Chaussée sur bâtiments A, B et C comprenant :
  - o Des cellules,
  - o Un PC sécurité,
  - o Des locaux techniques,
  - o Des salles d'activité.
- Premier étage sur bâtiments A, B et C comprenant :
  - o Des cellules,
  - o Des bureaux,
  - o Des salles d'activités,
  - o Des locaux techniques.
- Deuxième étage sur bâtiments A et B comprenant :
  - o Des cellules,
  - o Des salles d'audience,
  - o Des locaux techniques.
- Troisième étage sur bâtiments A et B comprenant :
  - o Des cellules,
  - o Des salles d'activités,
  - o Des locaux techniques.

Bâtiments Quartiers Isolement et Disciplinaire QI QD :

- Rez de Chaussée comprenant :
  - o Des cellules,
- Premier étage comprenant :
  - o Des cellules,

### **1.3. Description sommaire des travaux**

Stationnement :

Parking de 127 places. Nombre de place adaptée 2%, soit 3 places PMR

Les places sont existantes mais non conformes, et doivent être remises en conformité :

- Réfection des marquages au sol,
- Installation de panneaux signalétiques indiquant l'accès au site : « Bâtiment des familles » et « Entrée du CD »,
- Création d'un chemin d'accès depuis le parking jusqu'à l'entrée du bâtiment PEP.

Cheminement extérieur :

Depuis le parking jusqu'à l'entrée du bâtiment PEP :

- Création d'un chemin d'accès sécurisé et plus adapté.
- Reconfiguration des trottoirs depuis les places PMR
- Panneaux signalétiques d'orientation
- Guides au sol

Accès aux bâtiments :

L'accès aux bâtiments hors détention :

- Création d'une rampe à l'entrée du bâtiment accueil des familles, modification de la béquille de porte
- Mise en place d'un repérage visuel, et de balises sonores au dessus des portes d'entrées aux bâtiments
- Mise aux normes de l'accès au bâtiment PEP,

L'accès aux bâtiments en détention :

- Création de rampes pour l'accès aux bâtiments activités, pour l'accès à la cour promenade femme depuis les quartiers femmes.
- Rampe existante conservée : Accès parloir public, greffe des écrous, unité de vie des familles, parloir détenus femmes, cour promenade bâtiment C, infirmerie

Zone détention :

Accès et circulation du public PMR : Adaptation ou remplacement des rampes en béton existantes devant certaines porte extérieure.

Accès et circulation des détenus PMR : Adaptation ou remplacement des rampes en béton existantes devant certaines porte extérieure.

Locaux communs :

Parloir Hommes : 23 soit 1% = 1 parloir accessible à prévoir

Parloir Femmes : 4 soit 1% = 1 parloir accessible à prévoir

Box avocats Hommes et femmes : 5 soit 1% = 1 box avocat accessible à prévoir

Local fouille zone parloir : Pour les PMR les fouilles sont réaliser dans local attente détenus

Salons des familles (SF) : 3 salons soit 1% = 1 salon doit être accessible

Escaliers :

Escalier concerné : Bâtiment socio-éducatif et Bâtiment Formation

- Mise aux normes des escaliers et mains courantes
- Création d'un élévateur pour accès au R+1 socio-éducatif.

Portes :

Certaines portes devront être remplacées, repris dans le chapitre description des travaux

Portes des cellules PMR sont à remplacer, (sauf pour les 2 cellules PMR existante)

Respect des règles de positionnement de l'espace de manœuvre de la porte : Voir plans.

Locaux communs détenus

Salle de classe bâtiment socio-éducatif : 4 classes, une bibliothèque et une salle informatique situé au niveau 1. Création d'un élévateur pour accéder au niveau 1.

Salles d'activités Le bâtiment ACT1 sera traité avec accès PMR et création d'un sanitaire PMR.

Cabinet d'aisance

Création de WC PMR et mise aux normes des sanitaires existants non conformes.

Zones visiteurs :

Bâtiment accueil des familles : WC PMR existant à mettre en conformité

Bâtiment des parloirs : Un wc sera aménagé selon la réglementation

Bâtiment des parloirs Salon des familles : Mise en conformité de la salle de bains

Zones détenus :

Bâtiment parloirs hommes : Un sanitaire existant sera transformé en WC PMR

Bâtiment parloirs femmes : Un sanitaire existant sera transformé en WC PMR

Bâtiment Service Général Greffe des écrous : Un sanitaire existant sera transformé en WC PMR

Zone formation RdC : Un sanitaire existant sera transformé en WC PMR

Bâtiment Socio-éducatif : Un sanitaire existant sera transformé en WC PMR

Bâtiment Activités 1 : Un sanitaire existant sera transformé en WC PMR

Bâtiment Euronef (salle des sports) : Un sanitaire existant sera transformé en WC PMR

Interphonie

Concernant les 6 cellules PMR : Les interphones seront adaptés à la réglementation

Cellules aménagées

6 Cellules PMR doivent être prévues : 1 Cellule pour la partie Femmes, et 5 Cellules pour la partie Hommes

#### **1.4. Classement de l'établissement**

Etablissement recevant du public :

Présence de locaux à sommeil : oui

Etablissement pénitentiaire : oui

Etablissement recevant des travailleurs :

Le plancher bas du niveau le plus haut accessible se situe à moins de 8 m du niveau d'accès des services de secours.

Classement incendie :

Source de classement : Groupe A et B

Effectifs : Total = 600

Travaux réalisés avec autorisation (PC, AT, ...) : oui

Date de dépôt (PC,AT,...) : 23/05/2025

Classement du bâtiment vis-à-vis du risque sismique :

Catégorie d'importance : IV

#### **1.5. Normes et règlements**

Les ouvrages seront exécutés en application des normes et règlements, sauf dispositions contraires portées au présent CCTP.

L'entrepreneur responsable du lot reconnaît sa connaissance des règlements en vigueur, y compris de ceux non énumérés.

Compte tenu de cette disposition, il devra exécuter ses travaux complètement et dans tous les détails, suivre les règles de l'Art conformément aux règlements généraux et règles techniques de mise en œuvre, définis dans l'ensemble des Documents Techniques Unifiés (DTU), des normes françaises NF et règles techniques officielles d'application.

Il est expressément spécifié que les propositions forfaitaires ayant une valeur absolue, seules les modifications (augmentation ou suppression de travail) ordonnées par ordre de service, pourront éventuellement donner lieu à un règlement en plus ou en moins, suivant modalités du CCAP.

L'entrepreneur devra se conformer aux avis et décisions :

- de la Commission de Sécurité,
  - du Bureau de Contrôle,
  - du Coordonnateur de Sécurité
  - du Maître d'Ouvrage,
  - du Maître d'Œuvre,
- et ce, sans suppléments de prix.

A défaut de normes, les travaux seront soumis aux règles professionnelles. L'entrepreneur consulté est censé être un homme de l'Art connaissant parfaitement les normes et décrets en vigueur, applicables aux ouvrages de la présente opération, publiés le jour de la signature du marché. Il s'engage en outre à les respecter.

Il sera tenu pour responsable de toutes les infractions qui pourraient être commises.  
Il sera également tenu pour responsable de tous les incidents que l'exécution du projet ou le fait de ses agents ouvriers ou éventuellement sous-traitants pourraient causer aux personnes quelles qu'elles soient se trouvant sur le chantier ou à proximité ainsi que les dommages

Arrêté du 18 juillet 2006 modifié portant approbation des règles de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements pénitentiaires et fixant les modalités de leur contrôle

Arrêté du 29 décembre 2016 relatif à l'accessibilité des établissements pénitentiaires existants aux personnes handicapées

Normes Françaises (NF) et documents techniques unifiés (D.T.U.) et notamment ceux réunis dans le R.E.E.F.

Règlement sanitaire Départemental.

Cahiers des prescriptions techniques générales (C.P.T.C.) et cahier de centre scientifique et technique du bâtiment (C.S.T.B.).

Normes françaises de l'U.T.E.

CCAG travaux.

Classification des matériaux d'après leur comportement au feu.

Code de la construction et de l'habitation : articles R 123-1 à R 123-55, fixant les dispositions destinées à assurer la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

## **1.6. Responsabilités des entreprises**

### Règles de conduite sur le site

Les ouvriers doivent circuler en dehors de la zone de chantier sans outils visibles, ni à la main, ni dans les poches, et sans ceinture porte-outils.

Toute livraison doit être annoncée au moins 3 jours à l'avance au responsable du site, sous peine de refus. Le livreur doit rester à l'extérieur de l'établissement ; seule l'entreprise est autorisée à pénétrer, sous réserve de respecter les conditions d'accès.

### Travaux en milieu occupé

Les travaux s'effectuent dans un établissement en activité 24h/24, 7j/7.

La circulation du personnel et des matériaux devra suivre un parcours défini (accès ouvriers, véhicules, zones de stockage).

Aucun stockage ne sera autorisé hors des zones dédiées aux travaux.

La séparation entre la zone chantier et les espaces occupés (RDC) sera assurée par une cloison étanche ; portes et fenêtres resteront fermées.

Les travaux bruyants seront planifiés en accord avec la Maîtrise d'Ouvrage pour limiter les nuisances.

La planification des interventions devra se faire en coordination avec l'établissement et respecter strictement les horaires fixés.

L'accès des intervenants est soumis à la transmission préalable de leurs cartes d'identité.

Un planning du bruit devra être mis en place.

#### Matériel et outils

L'entreprise doit tenir un inventaire précis du matériel, les outils doivent être identifiables (peints et marqués) au nom de l'entreprise.  
La liste d'inventaire devra accompagner le matériel à tout moment.  
Des contrôles inopinés peuvent être réalisés par la Maîtrise d'Ouvrage ou d'Œuvre.  
Toute disparition ou anomalie devra être immédiatement signalée.

#### Personnel

Le personnel doit être désigné nominativement dès le début des travaux, avec un effectif stable.  
Les compagnons doivent obligatoirement :  
Présenter une carte d'identité et une carte professionnelle.  
Ne pas avoir de téléphone portable à l'intérieur.  
Porter une tenue d'entreprise ou un badge nominatif.  
Ne pas transporter d'objets prohibés.  
Surveiller rigoureusement leurs outils.  
Tout remplacement devra être justifié par des raisons impératives.

#### Engagements de l'entrepreneur

L'entrepreneur doit organiser le chantier pour assurer le bon déroulement des travaux dans le respect des délais.  
Il est responsable de :  
La protection des zones occupées (écrans anti-poussières, cloisons, etc.).  
La préservation des installations existantes (réseaux divers, etc.).  
La limitation des nuisances pour les occupants.  
Toutes remises en état seront à la charge des entreprises.  
Les dommages causés dans les zones occupées engagent leur responsabilité.

#### Accès et circulation

L'entreprise devra se conformer aux règles d'accès strictes imposées en zone sensible et obtenir les autorisations nécessaires.  
Le stationnement ne devra pas gêner les activités de l'établissement.  
Il sera interdit de circuler ou livrer durant les heures d'entrée et de sortie des visiteurs.

### **1.7. Dossier technique :**

Pour établir son offre, l'entrepreneur aura à sa disposition :  
- les pièces administratives du Maître d'Ouvrage  
- les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)  
- les Décompositions du Prix Global et Forfaitaire  
- les plans joints au présent dossier

Les plans sont des plans de compréhension et non de réalisation. Les côtes exactes devront être mesurées avant toute mise en œuvre de matériaux.

#### *Remarque concernant le DPGF :*

Les marques et type mentionnés dans le présent CCTP sont les bases techniques et esthétiques minimum à respecter. L'entrepreneur pourra, s'il le désire, proposer tout matériel équivalent. Par conséquent il devra impérativement accompagner sa remise de prix d'un dossier technique complet, justifiant la totalité de ses choix.

Cette liste n'étant pas exhaustive, le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre se réservant le droit de demander tous documents explicatifs complémentaires afin de juger l'offre et éventuellement de départager les candidats.

### **1.8. Visite du site :**

L'entrepreneur doit se rendre impérativement sur place pour prendre connaissance des lieux et de ses difficultés avant la remise de prix.

Pour les visites voir les dispositions du règlement de la consultation.

L'entreprise devra joindre une attestation de visite signée par le site.

### **1.9. Coordination avec les autres lots :**

Liste des lots :

Lot 01 : Gros œuvre étendu  
Démolition Percements  
Désamiantage  
VRD  
Maçonnerie  
Plâtrerie  
Carrelage Faïence  
Menuiserie  
Peinture  
Revêtement de sol

Lot 02 : Electricité courants Forts et faibles

Lot 03 : Plomberie Sanitaire

### **1.10. Limite des prestations :**

Tous les travaux doivent être parfaitement exécutés dans les meilleures conditions, conformément à toutes les règles de l'art et suivant les plans, indications et prescriptions du représentant de la Maîtrise d'Œuvre.

L'entrepreneur prendra en charge toutes les demandes d'autorisation de raccordements divers, de mise en place d'échafaudage, etc. si cela s'avérait nécessaire.

L'énumération des travaux faisant l'objet du présent CCTP n'est pas limitative. L'entrepreneur devra exécuter tous les travaux nécessaires au parfait achèvement de l'ensemble des prestations.

L'entrepreneur devra fournir sur demande la preuve de l'origine des matériaux par des documents authentiques. Ils devront toujours être de la meilleure qualité dans les espèces spécifiées ou commandées.

Le Maître d'Œuvre se réserve le droit de faire procéder aux frais de l'entrepreneur à tous essais et analyses en laboratoire de tous les matériaux entrant dans la construction des ouvrages.

Si, pour des causes quelconques et sans autorisation, l'entrepreneur donnait aux matériaux ou aux ouvrages des natures différentes de celles prévues au projet, le représentant de la Maîtrise d'œuvre se réserve le droit des mesures et sanctions qu'il jugerait nécessaires.

Le coût d'utilisation ou de location éventuelle des éléments repris au présent article (échafaudage, outillage spécial) est inclus aux prix unitaires de bordereau de prix et aucune facturation complémentaire ne pourra intervenir.

L'entrepreneur devra effectuer toutes les réparations de trous, anciens scellements, fissures ou autres dégradations existantes sur les surfaces à transformer.

Il en résulte des articles ci-dessus que l'entrepreneur n'ayant fait aucune remarque écrite, accepte ipso facto les termes du présent CCTP dans leur intégralité.

### **1.11.Documentation :**

Avant toute exécution, l'entrepreneur provoquera la remise en temps utile de tous les renseignements nécessaires.

L'entrepreneur déclare connaître parfaitement l'ensemble des lois et décrets en vigueur, applicables aux ouvrages de la présente opération, publiés le jour de la signature du marché. Il s'engage en outre à les respecter.

L'entrepreneur du présent lot devra présenter au Maître d'Ouvrage et Maître d'œuvre les dessins d'exécution de toutes les parties d'ouvrage à construire, ou à modifier d'après le projet remis par le Maître d'Ouvrage et les soumettre à l'acceptation de ce dernier.

L'entreprise remettra au Maître d'Œuvre :

avant tout commencement des travaux : **durant la période de préparation**

- Les plans d'exécution
- les plans de réservations
- les notes de calculs
- les plans de cheminements des canalisations,
- les caractéristiques des matériels,
- le plan particulier de sécurité et de prévention de la santé,
- **Les travaux ne débuteront que si le dossier EXECUTION est complet et validé**

pendant les travaux :

- tout document mis à jour suite à des modifications, sans limitation dans la fréquence de fourniture de plans à jour.

avant la réception des travaux :

- les documents des ouvrages exécutés reprenant les documents précités mis à jour, complètement côté
- le dossier des interventions ultérieures,

Les documents seront fournis et présentés conformément aux demandes du Maître d'Ouvrage  
Les documents exécution seront fournis au format papier

### **1.12.Calendrier d'exécution :**

L'entreprise doit s'engager sur le déroulement des travaux  
Il sera mis au point lors de la première réunion de chantier en fonction du délai global.

Ce planning sera dressé par l'entrepreneur adjudicataire conjointement avec le Maître d'Œuvre.  
Il est donc excessivement important qu'il soit respecté afin de ne pas gêner l'exploitant.

Toute dérive dans les dates d'exécution pourra être sanctionnée conformément au CCAP.

### **1.13. Respect des ouvrages :**

L'entrepreneur veillera à conserver en état ses installations jusqu'à la réception des travaux.

Toute détérioration, salissure, etc... sera constatée par procès verbal et les travaux de nettoyage ou/et de réfection seront à la charge du lot incriminé. En cas de litige quant à la responsabilité des dommages, les frais seront répartis entre toutes les entreprises au prorata de leur marché.

### **1.14. Continuité de service :**

**Les travaux vont se dérouler en milieu occupé 24/24 7j/7.**

Lors de l'exécution des travaux, l'entrepreneur devra assurer la continuité de service pour le personnel et le matériel.

L'entrepreneur devra également toutes les alimentations provisoires nécessaires à la continuité de service et imposées par le fait que l'établissement reste en fonctionnement pendant toute la durée des travaux.

### **1.15. Diagnostic Amiante**

Le Diag Amiante avant travaux indique la présence d'amiante dans certaines zones

Bâtiment parloirs : Sols

Bâtiment service général : Sols

Bâtiment socio-éducatif : Sols

Le rapport est joint au dossier

### **1.16. Installation de chantier**

#### **Installation de chantier**

L'installation de chantier est prise en charge par le lot n°01 – Gros Œuvre étendu.

Prestations à prévoir reprises dans le CCTP Lot 01

#### **Gestion des déchets**

##### **Pas de compte Prorata**

L'entreprise est responsable de ses propres déchets et devra en assumer le tri selon un plan préalablement présenté.

En cas de non-respect du tri et de procédures établies par une entreprise, le titulaire du présent lot devra se substituer au fautif et pourra répercuter le cout financier au lot concerné.  
Un constat hebdomadaire sera établi par le Maître d'Œuvre, les déchets identifiables devront être ramassés, sans délais, et évacués selon les procédures préétablies.

En cas d'impossibilité d'identifier l'émetteur, les déchets devront être évacués par une Entreprise présente sur le site et ceci aux frais et torts exclusifs des autres entreprises présentes durant la période incriminée.

#### **Panneau de chantier**

Mise en place du panneau de chantier relatif à l'affichage du permis de construire ou de l'autorisation de travaux est pris en charge par le lot n°01 – Gros Œuvre étendu.

#### **Salissures du domaine public et privé**

Pendant toute la durée des travaux, les voies, trottoirs, etc., du domaine public et privé, devront toujours être maintenues en parfait état de propreté.

En cas de non-respect de cette obligation, l'entrepreneur sera seul responsable des conséquences.

#### **Electricité de chantier**

A la charge du lot électricité :

- La distribution d'un réseau électrique provisoire intérieur comprenant les coffrets prises chantier avec prises bipolaires 220V + T.
- L'installation de l'éclairage de chantier, des circulations horizontales et verticales.

#### **Fermeture provisoire**

Les zones en travaux seront isolées par les soins du lot n°01 – Gros Œuvre étendu.

#### **Protection des locaux**

Les sols et mobiliers conservés seront protégés par le lot n°01 – Gros Œuvre étendu.

#### **Nettoyage des zones en travaux**

Les zones en travaux seront nettoyées régulièrement par l'ensemble des lots.

Chaque fin de journée les zones seront nettoyées et aspirées, les déchets seront évacués des zones en travaux.

### **1.17.Dynamique environnementale :**

L'opération doit s'inscrire dans une dynamique environnementale collective.

Les entreprises devront, dans leurs comportements et dans leurs méthodologies, intervenir avec comme première préoccupation la prise en compte des incidences environnementales liées à leur comportement, liée au contexte direct de l'opération.

Cette réflexion comportementale s'accompagnera d'un choix rigoureux des matériaux, techniques et méthodologie afin d'obtenir une démarche globale plus attentive et au final plus respectueuse de l'environnement.

Pour ce faire, Les entreprises devront :

- Rationaliser leur occupation du site :
  - Limiter les entrées/sorties de véhicules
  - Discipliner les stationnements
  - Organiser la gestion et l'élimination quotidienne de leurs propres déchets
  - Discipliner le cantonnement des ouvriers : poubelle, nettoyage des installations de chantier,
  - Contrôler les pollutions :
    - Limiter les poussières et envols de matériaux,
    - Nettoyage des abords et voiries souillées/nettoyage des véhicules en sortie de site
    - Contrôler les pollutions sonores :
      - Supprimer les musiques et sonorisations en plein air
      - Contrôler les horaires de fonctionnement des machines et outillages bruyants
- Mettre en place des procédures internes d'autocontrôle pour impliquer les ouvriers dans une démarche environnementale qualitative et performante
  - Rationalisation des débits
  - Nettoyer quotidien le chantier avec tri/recyclage et évacuation de ses propres déchets
  - Organiser ses aires d'évolution, désencombrer le chantier
  - Expliquer et faire comprendre les finalités des interventions pour chaque équipe et ainsi comprendre les implications entre les ouvrages
  - Mettre en place des procédures d'autocontrôle préalable avant exécution des tâches pour s'assurer de leur pertinence et ainsi éviter toutes destructions et reprises d'ouvrages mal réalisés, mal implantés...
- S'impliquer vers une recherche permanente de performance pour l'organisation générale du chantier :
  - Réajuster les installations de chantier
  - Établir des choix judicieux de matériaux : proximité des lieux de production, emballages réduits, performance, proposition de substitution, rationalisation des approvisionnements...
  - Coordination renforcée entre les corps d'états
  - Production des documents d'études en amont et en phase avec l'avancement du chantier
  - ...

L'adaptation des méthodologies de travail de l'entreprise et la prise en compte des incidences financières induites devront être intégrées dès l'offre initiale de l'Entreprise.

### **1.18.Déchets :**

Aucun déchet, ou matériel déposé, ne pourra être entreposé sur le chantier ou dans la zone « base vie », **l'évacuation doit se faire journallement par l'entreprise**

En préalable et avant le démarrage du chantier, l'Entreprise devra établir un plan de gestion pour l'élimination de ses déchets.

### **1.19.Dossier des Ouvrages Exécutés :**

L'entreprise est tenue de remettre pour le jour des opérations préalables à la réception des travaux, en **1 exemplaire papiers, et en version dématérialisée**, le DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES

L'entreprise devra joindre dans chaque dossier :

- Les plans, coupes, détails, etc

- Les références du matériel pour l'entretien ultérieur

- Les notices descriptives des produits et installations

- Les avis techniques des produits posés

- Les procès-verbaux du matériel attestés pour le chantier

- Les plans des ouvrages exécutés (conforme en tout point à la réalisation)

- L'entreprise portera la mention manuscrite « conforme aux produits posés et installations réalisées pour la restructuration de ..... » sur chacun des documents, avec le tampon et la signature.